



Déclaration CHSCT-SD FSU12 du Mardi 15 février 2022

Mme la Présidente,

Mmes et Mrs les membres du CHSCT-sd12,

Depuis le début de la crise sanitaire, les représentants du personnel de la FSU ne cessent de dénoncer et d'alerter sur la dégradation des conditions de travail de tous les personnels de l'Education Nationale : surcharge de travail, stress généré par la pandémie, manque de moyens mis en œuvre pour maintenir les écoles ouvertes dans de bonnes conditions, manque de protection des personnels face au virus, mépris affiché par le ministre envers les personnels, manque d'anticipation à chaque changement de protocole, non prise en compte de la réalité sur le terrain...

Suite à la grève du 13 janvier, le gouvernement a annoncé des mesures insuffisantes et qui semblent bien compliquées à mettre en place dans notre département :

- Concernant l'aide à la direction d'école pour soulager les directeur-trices qui croulent sous les taches, il ne s'agit que d'un ETP par circonscription
- L'annonce d'embauche de contractuel-les PE et AED a du mal à se concrétiser et on ne peut que le comprendre vu les conditions de travail et le salaire proposé.
- La dotation d'EPI -réclamés depuis 2 ans- a été accueillie modérément en raison de masques FFP2 peu confortables et qui semblent plus adaptés aux travaux de chantier qu'à l'exercice de métiers en intérieur. Et que dire des boîtes d'autotests délivrés aux infirmières avec des dates de péremption la semaine suivante...

Cette crise sanitaire a révélé au grand jour le manque de moyens de l'EN depuis de nombreuses années : manque de remplaçants dans le 1^{er} degré, manque d'infirmières scolaires, manque d'AED, manque d'aide administrative pour les directeurs et directrices, pas de dégel du point d'indice ... L'inclusion des élèves en situation de handicap n'en est pas moins épargnée. En témoignent la mise en place des PIAL qui offrent des conditions de travail dégradées à nos collègues AESH et

aux élèves qu'elles et ils accompagnent, les violences physiques ou verbales subies par nos collègues qui ont à gérer au quotidien des élèves en crise.

Cette dégradation des conditions de travail se traduit également dans la multiplicité des faits établis déclarés par les directeur-trices et dans les signalements RSST pour Risques Psycho-Sociaux de nos collègues (soit 37 RSST/56 pour RPS dans notre département depuis la rentrée de septembre). Nous sommes très inquiets et désemparés à la lecture de ces derniers qui témoignent d'une grande souffrance des personnels d'autant plus qu'il n'y a pas toujours une suite donnée ou elle nous semble inadaptée. A cela, il faut ajouter les alertes envoyées par nos collègues sur la messagerie du CHSCT-sd12 et qui n'ont pas été suivies de signalement sur le RSST. Nous savons également que de nombreux collègues subissent des RPS au quotidien mais ne les signalent pas.

Enfin, Mme la Présidente, la FSU dénonce, une fois de plus l'absence de formation que les membres du CHSCT-sd12 réclament depuis au moins 2 ans. En dehors de la formation initiale des nouveaux membres, et qui n'a pas été complète l'année dernière, aucune réponse n'a été faite aux demandes de formation continue de l'ensemble des membres. Comment le CHSCT peut-il assurer correctement ses missions alors que ses membres n'y sont pas formés ?